Tour d'horizon

Autor(en): **Chouet, Jean-Jacques**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **125 (1980)**

Heft 12

PDF erstellt am: **02.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-344333

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Les deux crises d'importance mondiale ouvertes cet été — le réveil polonais et la guerre irano-irakienne — n'ont qu'un point commun : à la différence de l'aventure afghane dans laquelle l'URSS s'est délibérément engagée, elles ont surgi sans que la volonté ou l'influence des superpuissances y soient directement pour quelque chose. Et Moscou, dans un cas, Washington et Moscou, chacun pour soi, dans l'autre, peinent visiblement à reprendre le contrôle d'un jeu dont ils n'ont pas établi les règles.

L'affaire polonaise est d'humble et banale origine. Des ouvriers se mettent en grève parce que l'Etat, gravement endetté, ne peut plus tenir le prix de la viande à un niveau artificiellement bas. Mais, instruits par l'expérience analogue de 1970 et surtout par le désenchantement qui suivit les concessions éphémères du pouvoir, mieux organisés aussi pour une lutte pacifique, les protestataires élargissent le défi, s'en prennent aux syndicats qui sont censés les défendre mais qui ne sont en fait que les courroies de transmission du parti communiste. Les apaisements matériels ne leur suffisent pas ; ils veulent et obtiennent, accordée du bout des lèvres, la liberté syndicale. C'est l'hérésie politique qui pointe, et celle-ci, le régime ne peut la tolérer. Reconnaître, voire réparer des erreurs de gestion, c'est une chose ; laisser mettre en cause les principes de la société marxiste-léniniste, c'en est une autre. Et M. Kania, le nouveau maître, connaît les limites, indiquées par le Kremlin et par les Etats «frères» : la primauté du parti est intouchable ; l'appartenance de la Pologne au camp socialiste aussi.

C'est là l'essentiel. Aussi longtemps qu'il n'est pas en péril, et il ne l'est pas au moment où l'on écrit ces lignes, les Soviétiques peuvent laisser M. Kania gérer lui-même la crise, et même faire des concessions calculées, et peut-être provisoires, à la pratique sinon à la doctrine de la liberté syndicale. Plusieurs raisons peuvent justifier leur retenue. Dans la Hongrie d'Imre Nagy, dans la Tchécoslovaquie de Dubcek, l'intention de liberté était au sommet de l'Etat. En Pologne, le Kremlin n'a pas cette inquiétude. Varsovie n'envisage aucune concession au pluralisme démocra-

tique, et il ne songe pas davantage à s'extraire du pacte qui porte son nom. La situation n'est pas telle qu'elle contraigne l'URSS à intervenir elle-même pour défendre «les conquêtes du socialisme» ou pour maintenir dans son dispositif européen une pièce stratégique évidemment indispensable. Au surplus, l'URSS a, en Pologne même avec deux divisions et une force aérienne tactique, et dans les territoires russes et allemands limitrophes, les moyens de parer promptement à toute éventualité. Chez les satellites, comme dans les républiques baltes annexées par l'URSS, le régime veille au risque de contagion. L'impérialisme occidental n'est qu'un diable peint sur la muraille, et l'on voit même ses banques s'efforcer, en créancières prudentes, de tenir hors de l'eau la tête de leur débiteur polonais. Et puis, si le Kremlin ne se soucie jamais de ce que, à l'étranger, on peut penser d'interventions légitimées à ses yeux par l'intérêt du parti et de l'empire, il n'est pas urgent pour lui d'accepter l'échec de la manœuvre politico-diplomatique qu'il a entreprise pour obtenir des Occidentaux qu'ils renoncent à rétablir l'équilibre stratégique en Europe, échec qu'une opération militaire en Pologne entraînerait assurément.

Enfin, il y a le boulet afghan. L'URSS est décidée à le porter jusqu'à accomplissement de son dessein, qui est d'avoir en Asie centrale un satellite assez sûr pour être à la fois un glacis, une pièce d'un dispositif susceptible de contenir la Chine, et, cas échéant, la base de départ d'une pénétration politique ou militaire en direction de l'océan Indien et du golfe Persique. Le boulet est lourd, et chauffé au rouge. Mais si la résistance, renforcée de nombreux transfuges de l'armée afghane, est capable d'user l'occupant, si elle concrétise admirablement la volonté d'indépendance, elle n'a ni l'armement, ni la structure, ni l'homogénéité qui lui permettraient de passer du stade de la guérilla à celui du combat organisé.

Les Soviétiques ne seront donc pas délogés de sitôt, et ils sont d'autant moins enclins à évacuer spontanément l'Afghanistan que le conflit irano-irakien, leur donne une raison supplémentaire de rester à pied d'œuvre.

Bagdad a trouvé dans le refus iranien d'honorer une clause territoriale, d'importance secondaire, de l'accord conclu en 1975 par le Chah — accord qui reportait de la côte du Khouzistan au «talweg» la frontière fluviale du Chatt-el-Arab en échange de l'abandon du soutien de Téhéran aux Kurdes d'Irak — le prétexte d'une entreprise dont les objectifs sont beaucoup plus importants. Récupérer la totalité du Chatt-el-Arab, et donc

le contrôle de la voie d'exportation du pétrole iranien, faire passer à Khomeiny l'envie d'exciter les Kurdes et les Chiites d'Irak contre le pouvoir du président Saddam Hussein, s'imposer comme le leader du monde arabe et le nouveau «gendarme du golfe», s'approprier enfin la région pétrolifière du Khouzistan, considéré par Bagdad comme une province arabe perdue — l'Arabistan — ces buts de guerre se sont révélés successivement.

La campagne ouverte par une fraction de l'armée irakienne, le gros restant apparemment commis à la sécurité de la frontière syrienne et au quadrillage du Kurdistan, n'a cependant pas été la promenade militaire dont Bagdad pouvait rêver. La république révolutionnaire islamique, et ses fidèles fanatiques, ont bien vu que la guerre leur offrait une chance inespérée de sauver un régime qui sombrait. On les a vus ressortir de leurs prisons les meilleurs éléments de l'armée impériale, et notamment ses aviateurs qui, reprenant les commandes de leurs appareils américains, se sont imposés. Il ne semble pas en revanche que, de part et d'autre, les opérations aient été conduites avec habileté et cohérence. Les combats sont acharnés, mais désordonnés. Les Irakiens ont acquis à grands frais la supériorité dans le triangle pétrolier Abadan-Khorramchahr-Dezful; ils auront sans doute de la peine à pousser loin au-delà leur avantage territorial. Pour leur part, les Iraniens doivent recoudre ce qu'ils ont taillé, reconstituer les unités qu'ils ont décapitées, démoralisées, et dont les excellents matériels étaient laissés sans maintenance.

La guerre tarissant pour les deux belligérants les ressources pétrolières qu'ils avaient l'un comme l'autre intérêt à préserver — et c'est bien là l'absurde de l'affaire — le conflit pourrait mourir dans l'épuisement parallèle des munitions et des armes. Mais le temps qui passe, et les desseins divergents des tiers diminuent les chances de cette souhaitable asphyxie. Le monde musulman, d'abord, est déchiré. L'Arabie séoudite et les émirats pétroliers ne souhaitent rien tant qu'une stabilisation qui préserverait leurs fructueuses exportations, mais le panarabisme les fait pencher plutôt pour l'Irak; le roi de Jordanie se fait le transitaire de Bagdad, pour la cause arabe mais surtout parce qu'il pense que la carte est bonne; la Syrie, et la Libye à laquelle elle s'unit, sont pour Khomeiny. Moins par panislamisme qu'en considération du caractère révolutionnaire de la République islamique, et surtout en réaction contre les prétentions de l'Irak.

Quant aux grandes puissances, leur neutralité n'est qu'attentisme. L'URSS se réserve encore de choisir entre un soutien à l'Iran, bien préparé par ses amis et clients de Damas et de Tripoli, une exploitation d'une victoire de l'Irak qui dépend d'elle pour son armement, et l'attente patiente d'un pourrissement qui priverait l'Occident de la majeure partie de ses barils ou mettrait à sa merci un Iran disloqué. L'Europe et le Japon pensent d'abord au détroit d'Ormouz, passage obligé de leur pétrole; et les Etats-Unis, préoccupés avant tout d'empêcher l'irruption des Soviétiques sur le golfe Persique et l'océan Indien, montent une garde vigilante sur le passage dont l'URSS voudrait les évincer. Le désir évident de mettre la libération des otages américains au premier rang de ses atouts électoraux a poussé le président Carter aux plus humiliantes concessions à leurs feôliers. On sait maintenant ce que les Américains ont pensé de cette spéculation.

Pologne, Proche-Orient... Cela ne doit pas faire oublier que, dans la confrontation Est-Ouest, deux faits significatifs ont surgi d'autre part: le retour de la Grèce à l'OTAN, qui peut désormais espérer recréer une continuité stratégique rompue; l'amorce d'une négociation préliminaire entre Moscou et Washington sur les armements de portée continentale — les «armes nucléaires de théâtre» — en Europe, une négociation où l'on verra s'opposer la volonté soviétique de conserver la supériorité acquise grâce à l'implantation des SS-20 et l'intention occidentale de compenser cette supériorité par la mise en service, à terme, des missiles «Pershing-2» et des «Cruise» américains.

J.-J. C.

Il ne suffit plus, de nos jours, d'exprimer son inquiétude. Il ne suffit plus, aujourd'hui, de sonner le tocsin... Il faut absolument agir.

PRAVDA, 29.9.80